

ANNEXE I

Discours d'ouverture de M. Andrés G. Delich, ministre de l'éducation de l'Argentine

Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand honneur de présider la séance d'ouverture de cette 46e session de la Conférence internationale de l'éducation. Je souhaiterais, pour commencer, faire quelques réflexions :

PRESENTATION

Ces dernières décennies, le monde a subi des transformations profondes et rapides qui ont bouleversé de façon irréversible la vie des personnes et des pays. Comme jamais auparavant, la mondialisation de l'économie, le développement des communications et la mobilité des populations ont imbriqué les destins de nos sociétés. Cette situation nouvelle pour l'humanité nous met au défi de réinventer les moyens qui permettront à tous les pays, à toutes les cultures et à tous les habitants de la planète de vivre ensemble.

Le thème de cette 46e session de la Conférence internationale de l'éducation ne pouvait être mieux choisi. Une fois de plus, cette réunion offre aux responsables de l'éducation du monde entier l'occasion d'apprendre ensemble et d'échanger des expériences dans le cadre d'une coopération internationale.

Nous sommes ici réunis pour examiner et définir la contribution que les écoles et les systèmes éducatifs peuvent apporter à l'amélioration de la coexistence entre les êtres humains au XXIe siècle. Nous croyons au pouvoir qu'a l'éducation de transformer les choses. C'est pourquoi nous nous trouvons ici aujourd'hui. Il faut toutefois préciser que nous sommes bien conscients des difficultés et des obstacles considérables qui entourent l'élaboration d'un projet éducatif relatif à la coexistence sur une planète divisée par l'écart qui se creuse entre les régions et les pays.

INEGALITES, INTERDEPENDANCE ET MULTICULTURALITE

Le fossé entre pays riches et pays pauvres semble s'être transformé en un abîme infranchissable. Le revenu moyen des pays les plus riches était 11 fois supérieur à celui des plus pauvres en 1913, 35 fois en 1950, 44 fois en 1973 et 72 fois en 1993. Un cinquième de l'humanité la plus riche perçoit 85 % du revenu mondial, tandis qu'un cinquième de l'humanité la plus pauvre se répartit 1 % de ce revenu. Actuellement, les 100 premières fortunes du monde représentent à elles seules la richesse totale du milliard d'êtres humains les plus pauvres.

L'internationalisation accélérée des flux économiques a accru la production de richesse. Elle a aussi eu pour effet de concentrer cette richesse dans quelques régions de la planète au profit seulement d'une petite minorité d'êtres humains. Nous sommes entrés dans le troisième millénaire et des millions de personnes meurent chaque année de faim, de maladies dont l'origine est sociale, ou des suites de conflits armés entre pays ou de guerres civiles.

L'endettement extérieur est devenu un obstacle très difficile à surmonter pour une grande partie des pays peu ou moyennement développés. Comme vous le savez, mon pays se trouve dans une situation complexe qui résulte du poids de sa dette et des difficultés qu'il rencontre pour vendre sa production à des pays qui protègent vigoureusement leurs marchés tout en faisant pression sur les nations moins puissantes politiquement et économiquement pour qu'elles s'ouvrent davantage au commerce.

Il a été décidé de définir le développement humain comme un processus d'élargissement des possibilités offertes aux personnes. Or, si ces possibilités essentielles ne sont pas disponibles, bon nombre d'autres opportunités resteront inaccessibles. Dans des pays et continents comme le mien, marqués par une profonde inégalité des conditions de vie, l'éducation n'est toujours pas un droit pour tous. Chaque enfant qui naît aujourd'hui dans un village pauvre d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie ou d'un autre continent n'a guère de perspectives d'accéder à une éducation appropriée. De plus, il n'a guère de chances d'obtenir un emploi qui lui permettra de vivre dignement ou de rêver d'un avenir meilleur.

L'éducation est un instrument essentiel dans l'édification d'un monde plus juste et plus humain. Il sera pourtant difficile de faire des progrès en matière de coexistence pacifique si les inégalités de développement économique continuent de croître.

Est-il possible de vivre ensemble de façon pacifique dans un monde où les inégalités plongent des nations entières dans le désespoir ? Sans des conditions de consommation plus équilibrées et une plus juste répartition des richesses, il sera très difficile d'éduquer pour vivre ensemble. Il ne saurait y avoir de véritable coexistence si l'on ne contrebalance pas par une politique de justice, d'équité et de fraternité cette utopie extrême qui consiste à affirmer que la liberté est une caractéristique de l'économie mondiale. En vérité, la liberté d'action d'une minorité s'améliore au détriment du droit de la majeure partie de l'humanité de vivre dans la dignité.

Par ailleurs, le développement rapide des réseaux de communication rend présents dans chaque région de la planète des événements qu'on avait coutume de considérer comme étrangers et lointains. Ce processus oriente les sociétés dans deux directions opposées : d'une part, il accentue une tendance à l'uniformisation internationale des modes de vie et, d'autre part, il favorise la recherche d'une spécificité communautaire qui renforce les identités locales et régionales tout en maintenant une séparation entre soi et l'Autre perçu comme une menace ou un danger. La disparition des modes de vie du passé est une source d'angoisse et provoque un fort sentiment de privation. Il ne manque pas d'exemples de nationalismes qui induisent un séparatisme politique extrémiste ou d'incompréhensibles génocides au nom de la purification ethnique. Nous devons tout mettre en oeuvre pour venir à bout des fondamentalismes ethniques et religieux, des fondamentalismes d'Etat et de ceux du marché. Si l'on prétend vraiment vivre ensemble, il faut bien comprendre que les problèmes de l'humanité ne peuvent se résoudre par la fermeture des frontières, géographiques et culturelles, et encore moins par le repli sur soi ou par l'indifférence à l'égard des pauvres et des personnes marginalisées par le nouvel ordre mondial.

Il est certain que les signes d'inquiétude et d'impatience se multiplient. Les sociétés ont le pressentiment qu'une projection linéaire des tendances actuelles ne laisserait pas présager un avenir heureux et pacifique.

LE ROLE DE L'EDUCATION

Face à la dynamique qui tend à remplacer le lien social par des pulsions individualistes, apprendre à vivre ensemble est une des missions essentielles de l'éducation aujourd'hui.

Nous devons imaginer et promouvoir de nouvelles façons de construire l'avenir des sociétés à travers l'éducation. Le défi que la présente Conférence doit relever consiste précisément à concevoir le rôle que l'éducation doit jouer dans la coexistence entre les êtres humains au début du XXI^e siècle. La question à laquelle il nous faut répondre est la suivante : les écoles de nos pays contribuent-elles à préparer les nouvelles générations à vivre ensemble au XXI^e siècle ? Pour tenter d'y répondre, je souhaiterais souligner trois aspects.

1. Il faut renforcer et modifier les politiques d'éducation intégratrice, en particulier dans le monde en développement

Il est certain qu'il n'y aura aucun progrès significatif dans la coexistence entre les êtres humains à l'échelle mondiale si, dans les années à venir, l'on n'améliore pas dans des proportions considérables les perspectives sociales, économiques et éducatives des populations les plus défavorisées. L'accès de tous les enfants et les jeunes à l'éducation de base et leur maintien dans le système scolaire doivent être la première des priorités des pays moins développés. Si l'on ne garantit pas le droit des personnes à une éducation appropriée, la démarche consistant à concevoir des stratégies d'éducation pour vivre ensemble au XXI^e siècle risque d'être vaine.

Cette priorité a été considérée comme un impératif mondial il y a déjà plus de 30 ans. Elle s'est concrétisée notamment par les engagements pris à la Conférence de Jomtien. Or, s'il existe en effet une augmentation constante des taux de scolarisation, nous sommes encore loin d'avoir atteint les objectifs proposés : les zones d'ombre sur la carte de l'éducation de base correspondent aux zones géographiques où sévissent la misère, le sous-développement économique et l'inégalité sociale.

Parallèlement, ces dernières années, les réformes ont insisté sur le fait que les systèmes éducatifs devaient contribuer à l'élaboration de politiques tendant à améliorer la qualité. Cet objectif, nécessaire pour accorder les systèmes éducatifs avec les défis de l'époque contemporaine, a dans bien des cas déplacé l'attention qui était auparavant portée à l'intégration des plus pauvres.

Nos systèmes éducatifs font aujourd'hui l'objet de pressions extrêmement complexes. Accorder la priorité à ceux qui ont le moins de chances en matière d'éducation de base est incompatible avec d'autres impératifs économiques, politiques et sociaux de la majeure partie des pays en développement. Nos pays ont besoin de cadres extrêmement qualifiés ; ils ont aussi besoin de recréer une société civile informée, active et responsable. Or, il y a un décalage entre les ressources nécessaires pour financer l'universalisation de l'éducation de base et les investissements qu'exigent les formations spécialisées qui, elles, sont liées au marché mondial et aux innovations scientifiques et technologiques.

Comment résoudre la contradiction entre équité et compétitivité, entre intégration sociale et développement des secteurs à fort potentiel de croissance ? Durant cette première décennie du XXI^e siècle, les systèmes éducatifs devront faire preuve de souplesse pour trouver des compromis et des points d'équilibre entre ces deux exigences.

Les pays ayant un niveau de développement économique moyen ou faible éprouvent de grandes difficultés à garantir une éducation de base de qualité pour tous en appliquant les mêmes paramètres et les mêmes stratégies que les pays du centre. Les coûts sont très lourds à supporter et,

malgré les efforts accomplis, les résultats ne sont pas du tout encourageants. C'est pourquoi il faut que l'action d'éducation intégratrice s'appuie sur des alternatives à la scolarisation classique en ayant recours à des ressources et à des énergies communautaires, à des modalités d'action ouvertes et souples, à des technologies, à des méthodes et à des matériels des plus divers. Une expérience considérable a été acquise au cours des décennies écoulées mais les politiques nationales n'ont pas toujours appliqué avec suffisamment de conviction les enseignements tirés en la matière. Il semble pourtant manifeste que les politiques d'intégration et d'amélioration de l'égalité des chances en matière d'éducation de base dans les pays à moindre niveau de développement doivent inclure un recours plus systématique à des ressources institutionnelles et à des technologies non classiques pour le système scolaire.

2. Il faut promouvoir systématiquement l'éducation relative aux droits de l'homme et l'adapter à chaque pays et à chaque culture

L'éducation pour apprendre à vivre ensemble trouve dans les droits de l'homme un fondement normatif particulièrement pertinent. Les droits de l'homme sont la référence essentielle quand il s'agit de promouvoir une éducation au service de la coexistence entre les êtres humains en ce début de XXI^e siècle.

Ces dernières années, les droits de l'homme ont fait l'objet d'une large diffusion et ont acquis un poids normatif important, ce qui témoigne d'un changement de sensibilité à l'intérieur des sociétés par rapport aux modes de confrontation qui prévalaient il y a encore quelques décennies. Toutefois, le triomphe de ces idées s'accompagne d'un certain scepticisme ou d'une certaine lassitude quant à la possibilité de progresser encore dans leur application.

Il faut replacer ce processus dans sa perspective historique. Dans la dernière partie du XX^e siècle, des avancées importantes ont été observées avec l'élaboration d'accords internationaux et de consensus sur ce que l'on estime soit indispensable, soit inacceptable pour l'humanité. Les droits de l'homme s'appuient sur la conviction qu'au-delà des particularités, les personnes de nations et de cultures différentes sont capables de partager des valeurs essentielles et de se mettre d'accord sur quelques engagements communs.

L'universalité ou la particularité des droits de l'homme ont fait couler beaucoup d'encre. Nul n'a le monopole de l'interprétation des cultures et des valeurs. Nous devons appréhender les droits de l'homme comme une des traditions que nous avons mises au point pour communiquer entre nous et débattre d'un petit nombre de questions éthiques qui touchent tous les êtres humains. Autour de cette tradition en devenir, les différentes cultures et visions du monde peuvent coexister et dialoguer.

L'enseignement relatif aux droits de l'homme doit être une priorité à tous les niveaux du système éducatif. L'éducation doit promouvoir de nouvelles façons de comprendre et de défendre les droits de la personne. Si l'on a considérablement progressé dans cette voie, il faut quand même que cette priorité apparaisse dans les programmes d'études et dans la formation des professeurs et des responsables de l'éducation dans tous les pays. Concevoir des engagements bien précis dans ce domaine doit être un des objectifs de cette Conférence.

3. Il faut définir les contours d'une éducation mondiale fondée sur la connaissance de la diversité, sur le dialogue et sur le mélange des cultures

Les êtres humains ont tendance à valoriser à l'excès leurs propres qualités, celles des groupes et cultures auxquels ils appartiennent, et à émettre des préjugés défavorables à l'égard d'autrui. Est-il

possible de concevoir une éducation qui permette d'éviter ou de résoudre les conflits de façon pacifique, en encourageant la connaissance de l'autre, de sa culture et de sa spiritualité ?

Le problème est d'abord que les systèmes éducatifs à partir desquels il faut désormais apprendre à vivre ensemble se sont construits, historiquement, sur l'exaltation de la culture nationale. Ils reposent presque invariablement sur des principes qui émanent de croyances antérieures à l'ère planétaire. Dans de nombreux pays, le contenu idéologique de l'enseignement continue de poser des problèmes importants. Préjugés raciaux, visions néocoloniales, conceptions unilatérales de la science et de la connaissance continuent d'être enseignés aux jeunes générations, ce qui nuit à la prise de conscience de l'unité fondamentale du monde d'aujourd'hui.

Ces dernières décennies, les politiques éducatives fondées sur le principe d'une culture nationale homogène ont été revues d'un oeil critique, ce qui a permis l'expression de la diversité culturelle dans les établissements scolaires. Toutefois, nos écoles sont encore des instruments qui ont leurs limites quand il s'agit de promouvoir le nouveau mode de pensée qu'exige aujourd'hui la coexistence pacifique de l'humanité.

L'éducation pour le XXI^e siècle a une double mission : sensibiliser à la diversité et aux problèmes de l'espèce humaine, et contribuer à faire prendre conscience des similitudes et de l'interdépendance qui existent entre tous les êtres humains. En enseignant aux jeunes à accepter le point de vue des autres, on peut éviter des incompréhensions génératrices de haine et de violence à l'âge adulte. Mais s'agit-il seulement d'enseigner la tolérance ? Cela suffit-il pour venir à bout de la force brutale de l'indifférence ?

Combien de temps consacre-t-on dans les écoles à l'apprentissage des réalités qui sont celles d'autres groupes sociaux, d'autres cultures ou d'autres pays ? A travers l'école, il faut défendre l'idée que la survie pacifique de l'humanité dépend du développement d'une sensibilité et d'un savoir mondialistes. Pour enseigner à vivre ensemble, il faut revoir la façon dont l'école représente le monde et le destin des peuples de la planète.

Il s'agit là d'une tâche immense mais désormais inévitable. La coexistence pacifique de l'humanité passe par la reconstruction de ce qui est au coeur de l'éducation morale et qui ne peut reposer exclusivement sur la culture des bons sentiments : il s'agit de modifier l'organisation du savoir scientifique et les expériences esthétiques, sociales et philosophiques que l'école favorise.

Ce qui pose problème, c'est peut-être moins ce que l'on enseigne que ce que l'on n'enseigne pas. Dans le monde entier, l'accent a été mis à nouveau sur le rôle de l'école dans le développement des valeurs morales. Or, peut-on coopérer et coexister avec ce qu'on ne connaît pas, et peut-on le mettre en valeur ? Aucun sentiment ne peut naître d'une méconnaissance des réalités. Aucun sens de la coopération ou de la fraternité ne peut naître de l'ignorance.

Au cours des dernières décennies, il est apparu indispensable de définir la diversité culturelle dans un monde où coexistent de forts mouvements d'exaltation de la culture locale, parfois accompagnés d'un dangereux sentiment de rejet à l'égard de ceux qui pensent et agissent autrement ou possèdent d'autres valeurs culturelles. Il ne sera possible de coexister pacifiquement dans le monde de demain que si l'on est capable de créer des valeurs communes qui fassent l'éloge des différences.

LA SIGNIFICATION DE CETTE CONFERENCE

Les trois aspects que je viens de développer sur le rôle de l'éducation pour apprendre à vivre ensemble au XXI^e siècle mettent en évidence la nécessité de réaffirmer les principes et objectifs consacrés par la communauté internationale et, en même temps, de réévaluer les stratégies et instruments que nous utilisons pour les mettre en pratique.

S'agissant de l'ordre mondial, nous ne manquons pas de ressources intellectuelles, techniques ou économiques pour aborder les problèmes. Toutefois, seule une coopération internationale renouvelée dans son esprit et renforcée dans ses moyens pourra mettre au point les outils dont nous avons besoin. L'action constante et résolue de la communauté internationale, des Etats, des organisations non gouvernementales, des groupes et des personnes du monde entier permettra de créer les conditions indispensables à l'instauration de relations de coexistence entre tous les êtres humains. Par le biais de la coopération, nous pouvons agir sur la mondialisation des problèmes en mobilisant les énergies en faveur de l'éducation sur l'ensemble de la planète.

L'éducation institutionnelle a un rôle clé à jouer dans la construction de la coexistence entre les êtres humains. Il ne faut pourtant pas se méprendre : les conditions nécessaires à cette coexistence de demain ne dépendent pas seulement de l'éducation.

L'espèce humaine est une famille élargie et diversifiée. Les différences de race, de religion, de nationalité, d'idéologie, de sexe et de situation économique et sociale doivent être repensées en fonction de cette unité fondamentale. Serons-nous capables d'orienter nos efforts d'éducation dans cette direction ?

Nous partageons la terre, nous partageons le développement. C'est sur cette base que l'éducation pourra contribuer à l'action menée pour apprendre à vivre ensemble au XXI^e siècle. Une nouvelle chance s'offre à nous aujourd'hui : à nous de la saisir.

Merci beaucoup.